

Regards Croisés

Loisirs Education & Citoyenneté Grand Sud

Décembre
2016
Gratuit
N°18

NOTRE DOSSIER

Le Parcours Laïque et Citoyen

« Un itinéraire à suivre pour
devenir un citoyen éclairé »



Édito

Nos équipes se mobilisent sur ce qui constitue le fondement même de notre société, ce qui en est le ciment, dont chaque citoyen est le dépositaire : le triptyque républicain et son corollaire, la laïcité qui donnent tout son sens à la construction démocratique d'un héritage patiemment construit par des générations dans le creuset d'une histoire complexe, enfantée très souvent dans la douleur et les combats.

Notre génération se doit d'apporter sa pierre à cet édifice, dans le contexte politique, économique et international qui est le nôtre aujourd'hui. Acteurs de l'éducation populaire, nous le savons, la conscience des enjeux qui nous appelle à apporter notre contribution doit être permanente et ne relève pas d'un intérêt de circonstance. Ces appels à lutter contre les inégalités, les discriminations, les extrémismes ont été lancés avec force en d'autres temps par nos prédécesseurs. Nous relevons à notre tour le défi de l'intelligence, du savoir et de la raison face aux discours marqués par le rejet, l'ignorance et l'exclusion. Nous sommes, avec nos partenaires de l'Éducation nationale, les garants du « vivre ensemble » dans ces microcosme, embryons de société où tout s'apprend, où débutent les premières expériences de la construction de soi au sein d'une collectivité : l'école de la République.

Aussi, nous paraît-il important, impératif, primordial que nous nous donnions les moyens d'être à la hauteur de cette mission, oh combien exaltante et complexe ! C'est le sens de notre engagement sur trois années, un parcours « Tous laïques, tous citoyens » où nous alternons des temps de rencontres avec des intervenants de qualité qui nourrissent notre réflexion et apportent des repères et des analyses indispensables suivis de temps de partage, de confrontations d'idées et d'expériences entre salariés afin de s'adapter aux situations du terrain, leur variété, leurs contraintes. Sur ce socle nous voulons bâtir une culture collective, fruit d'une quête commune et partagée, empreinte de notre histoire et de nos valeurs. Ce numéro se fait l'écho de ce travail et lui consacre son dossier central. Nous gardons un œil attentif sur l'actualité qui touche l'éducation et « son marché ». Nous nous interrogeons en effet sur l'évolution de la gestion des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant et dénonçons le « scandale des entreprises de crèches ». Nous sommes opposés à la recherche d'un profit marchand dans ce secteur, d'autant plus qu'il conduit à des dérives et des comportements inquiétants. Vous pourrez en prendre connaissance dans ce numéro en lisant l'article qui lui est consacré. Le Conseil d'Administration prend la parole pour protester contre le décret du 1er août 2016 relatif à l'encadrement des enfants en activité périscolaire et donne son avis sur une facette de la réforme du collège qui concerne l'enseignement des langues vivantes et anciennes dites mortes. Nous vous souhaitons bonne lecture.

Sommaire

L'actu du réseau - P2

Soyons soucieux de qualité quand
on parle d'éducation !

L'Enfant Scop' : une organisation - P4
coopérative, participative et solidaire

Passage de relais au sein - P5
du Conseil d'Administration

NOTRE DOSSIER - P6 et 7
Le Parcours Laïque et Citoyen

L'animation du réseau au service - P8 et P9
du projet éducatif de territoire (PEdT)

Un réseau en marche - P10

Quand l'accueil de - P11
la petite enfance devient un marché

Ressources - P12



Loisirs Education & Citoyenneté

Grand Sud

Gérard ARNAUD - Président LE&C Grand Sud

L'ACTU DU RÉSEAU

Grâce à la confiance de nouvelles collectivités, le réseau LE&C Grand Sud étend sa présence sur les territoires du Grand sud. Cela nous conforte dans la pertinence des accompagnements éducatifs proposés ainsi que sur les valeurs de l'éducation populaire dont nous sommes porteurs.

■ L'activité animation

En Occitanie, sur plusieurs départements, venant ainsi renforcer nos implantations locales, plusieurs communes ont décidé, à l'issue de procédures de commande publique, de s'appuyer sur les compétences du réseau LE&C Grand Sud et de nous confier de nouveaux dispositifs éducatifs.

En Haute-Garonne

- La commune de Boussens nous confie depuis la rentrée de septembre 2016, la mise en place et la gestion des structures d'accueil pour les 3-11 ans (ALAE et ALSH).
- Nous gérons désormais, pour le compte de la commune de Fenouillet, les ALAE, des ALSH, maternels et élémentaires, ainsi que le Pôle jeunesse et le CLAS (Contrat Local d'Accompagnement Scolaire).
- À partir du 1er janvier 2017, nous gérons également les structures d'accueil enfance/jeunesse de la commune de Labastide Saint Sernin (ALAE, ALSH et CAJ).

En Tarn et Garonne

- La commune de Caussade a retenu LE&C Grand Sud pour gérer, depuis le 1er septembre 2016, les accueils périscolaire et extra scolaire des écoles élémentaires et maternelles.
- À proximité, la commune de Septfonds a confié à LE&C la gestion de son ALSH.

Dans les Hautes-Pyrénées : par voie conventionnelle, les communes de Vieille-Aure et Saint Lary Soulan nous ont délégué, depuis la rentrée de septembre 2016, l'organisation des activités périscolaires pour les enfants des écoles maternelle et élémentaire du RPI (Regroupement Pédagogique Intercommunal).



■ L'activité formation

La commande publique concerne également l'activité formation. C'est dans ce cadre que la ville de Toulouse a sélectionné LE&C Formation pour mettre en place, sur une durée de trois ans, trois axes de formation auprès du personnel petite enfance :

- Affirmer son identité de professionnelle de la petite enfance
- Observation et place de l'enfant
- Accueil de l'enfant porteur de handicap

Par ailleurs, dans le cadre de la formation volontaire, de nombreuses sessions de formation en externat demi-pension sont programmées avec le souci permanent d'être au plus près des équipes sur les territoires. Aix en Provence, Castres, Caussade, Foix et Cazères sont quelques-unes des villes retenues pour 2017.

D'autre part, deux stages BAFA Formation générale et approfondissement seront organisés en internat à Dorres (66), en avril et octobre 2017. Cette formule avec hébergement permet de travailler plus spécifiquement sur la dynamique de groupe et sur les temps de la vie quotidienne.

L'intégralité de la programmation est consultable sur le site de LE&C Grand sud, et les nouvelles plaquettes sont disponibles sur demande.

Le Parcours Laique et Citoyen

Le "Parcours Laique et Citoyen" mis en place par le Conseil départemental est en parfaite cohérence avec les objectifs du projet portés par notre association "Tous laïques, tous citoyens". En effet, LE&C Grand Sud a fait le choix de mobiliser et de fédérer différentes associations ou intervenants spécifiques afin de leur proposer un projet commun, porté par LE&C Grand Sud, au sein duquel ils sont pleinement associés. (Lire notre dossier central en page 6 et 7).

Jean-Marc APIOU

Chargé de mission culture LE&C Grand Sud

SOYONS SOUCIEUX DE QUALITÉ QUAND ON PARLE D'ÉDUCATION !



Quelques chiffres (Académie de Créteil - d'après le rapport de l'Inspection Générale de l'Éducation nationale (août 2011) consacré à l'enseignement des Langues Anciennes dans le second degré)

Année	Grec 3e	Latin 2nde	Grec 2nde	Latin 1ère et Terminale
2000	810 élèves	1 616 élèves	380 élèves	1 814 élèves
2009	1 559 élèves	1 745 élèves	615 élèves	2 692 élèves

En tant que partenaire privilégié de l'Éducation nationale, nous gardons toujours un oeil attentif sur les réformes en cours. Nous avons analysé la réforme de la refondation de l'école dite « loi Peillon », apportant un regard singulier, celui d'une fédération d'Éducation populaire. Nous souhaitons ici exprimer notre inquiétude face à certains aspects de la réforme du collège 2016...

Elle prévoit que les classes bilangues ne pourront être maintenues que pour les élèves qui auront étudié une langue autre que l'anglais en primaire (soit 7% des élèves, puisque 93% apprennent l'anglais en primaire). Le nombre de classes bilangues va donc diminuer mécaniquement (rappelons qu'aujourd'hui, les élèves peuvent y entrer même quand ils ont appris l'anglais en primaire). En conséquence, de nombreux élèves ne pourront plus choisir cette option.

Les nouvelles grilles horaires du décret ne font plus place au Latin et au Grec : ces enseignements ont disparu comme disciplines à part entière. Nous sommes convaincus que ce n'est pas en tirant vers le bas le seuil d'exigence qu'on améliorera la qualité du service de l'Éducation nationale. La nature des enseignements en cause, langues vivantes ou langues anciennes interroge la pertinence de ces choix qui s'expliquent en partie par des motivations budgétaires. En effet, elles invitent toutes deux au développement de la culture du futur citoyen, appelé à la fois à maîtriser la communication dans une société mondialisée et à se nourrir de ses racines linguistiques et humanistes. Il est des choix, comme celui de la philosophie en terminale, auxquels il serait fortement dommageable de renoncer.

Démocratiser, contrairement à ce qui se pratique trop souvent, n'est pas élaguer et renoncer, mais au contraire permettre à tous l'accès aux savoirs. D'ailleurs, à y regarder de plus près, le public des zones dites « sensibles » ne bouderait pas les langues de notre chère antiquité. Nous en voulons pour preuve la progression constante des effectifs consacrés aux langues anciennes dans le second degré relevée dans l'académie de Créteil.

Deux autres remarques s'imposent à nous : il faut à tout prix relever le défi d'un brassage du public scolaire et cela passe sans aucun doute par l'offre d'un corpus d'enseignements à la hauteur des attentes des parents, toutes classes sociales confondues. La désertion vers le privé ne peut qu'être renforcée par de telles mesures ! Attention, les enjeux sont primordiaux pour notre société qui souffre d'une fracture de plus en plus préoccupante qui met à mal le triptyque républicain, notamment l'égalité des chances.

Rapport public/privé (données 2015)

- › Les 38 % de collégiens issus de milieux défavorisés (enfants d'ouvriers, d'inactifs, de chômeurs) représentent 43 % des élèves du public, contre 20 % de ceux du privé.
- › Les 23 % d'élèves de familles privilégiées (cadres, professions intellectuelles supérieures, libérales, enseignants et chefs d'entreprise), sont surreprésentés dans le privé, puisque 37 % des collégiens y sont d'origine très favorisée, contre 19 % dans le public.

La revue scientifique Education et formations

Vers la dégradation de la qualité éducative en accueils de loisirs

Nous ne pouvons conclure notre rubrique sans évoquer le décret du 1er août 2016 relatif à l'encadrement des enfants en activité périscolaire. Le taux pour les moins de 6 ans passe d'un adulte pour 14 au lieu de 10, et pour les plus de 6 ans, 18 au lieu de 14. Les moyens donnés aux animateurs pour un travail de qualité ne sont pas au rendez-vous. Nous le regrettons d'autant plus que cette mesure va à l'encontre de l'investissement des équipes d'animation pour plus de qualité ! Nous nous interrogeons aussi sur la place des intervenants bénévoles et de leurs compétences qui se substituent à des encadrants rémunérés. Nous estimons que leur participation peut être enrichissante bien évidemment, avec un apport technique fondé sur une expérience personnelle ou professionnelle, mais nous considérons qu'elle doit être ponctuelle et sous la responsabilité pédagogique de l'équipe d'animation.

L'ENFANT SCOP' : UNE ORGANISATION COOPÉRATIVE, PARTICIPATIVE ET SOLIDAIRE :

« Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde. » - Paulo FREIRE

L'Enfant Scop' est une « Association coopérative au service de la petite enfance et de l'éducation », qui s'inscrit dans le champ de l'Économie Sociale et Solidaire. Fondée en 2012 par Malou Argenton (Éducatrice de Jeunes Enfants) et Mireille Sabatié (psychologue), elle propose des formations de proximité qui tendent à promouvoir l'enfance et l'éducation comme vecteur de développement social durable, tout en développant la coopération et la mutualisation des moyens entre les différents acteurs de la petite enfance. Pour ce faire, l'Enfant Scop' s'appuie sur une démarche de réseau originale, qui s'inscrit en complémentarité des projets menés. Elle répond à des besoins non couverts par les dispositifs existants et s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire, composée de salariés et de membres actifs bénévoles.

L'Enfant Scop' a rejoint le réseau LE&C Grand Sud en 2015. C'est ainsi que les professionnels LE&C Grand Sud oeuvrant dans le champ de la petite enfance ont pu bénéficier, outre de formations, d'un accompagnement très réactif de la part des acteurs de l'Enfant Scop', en particulier dans des situations délicates (décès, conflits...).

De la formation-action de proximité pour tous !

En fonction des besoins, l'Enfant Scop' propose des dispositifs variés aux différents acteurs de la coéducation. Elle accompagne ainsi les professionnels dans le cadre de groupes de parole, d'infos-débats ou dans les cursus individuels de formation (VAE, contrats de professionnalisation et aidés...). Elle organise ou participe également à des événements locaux, par le biais d'animations de rue, de stands, tout en soutenant les collectivités dans le cadre de cellules de veille éducative. Enfin, elle s'affirme en partenaire éducatif, auprès des familles, par un accompagnement à la parentalité dans le cadre de groupes de paroles, de sorties de loisirs, et d'accompagnement familial et/ou individualisé.



Formation Petite enfance LE&C Grand Sud

Un partenariat au service des professionnels du réseau

L'exercice de nos fonctions, le travail en équipe génèrent inévitablement son lot de tensions, de divergences, ou d'incompréhensions. Un regard extérieur peut aider à aplanir ces difficultés. Marie AVEROUS, coordinatrice enfance jeunesse de la Communauté des Communes des Côteaux du Girou (C3G) témoigne : « **La coordination des accueils de loisirs a mis en place depuis 2014 une démarche d'accompagnement des directeurs d'accueil de loisirs en partenariat avec l'Enfant Scop'. Durant la première année l'organisation de groupes de paroles, régulés par une Psychologue de l'association, a permis aux directeurs d'échanger sur leurs pratiques, et d'exprimer les ressentis liés à l'exercice de leur mission. L'enfant Scop a aussi formé une équipe de 12 directeurs et de 2 coordinateurs dans l'acquisition et l'utilisation d'outils permettant de développer leurs pratiques managériales. Plus que de simples techniques, les connaissances transmises par l'Enfant Scop sont une réelle philosophie permettant de prendre en compte les compétences et les aspirations des professionnels afin d'arriver à fédérer une équipe autour d'objectifs communs. Elles s'inscrivent entièrement dans le projet éducatif de LE&C Grand Sud** ».



Une nouvelle association intègre le réseau LE&C grand Sud

Sésame Autisme Midi-Pyrénées vient de rejoindre notre réseau. Cette association de parents bénévoles défend les droits et intérêts des personnes (et de leur famille) présentant un trouble du spectre autistique (TSA) ou un trouble apparenté. Elle est un acteur majeur de la politique de l'autisme sur le département. Elle intervient auprès des pouvoirs publics pour améliorer la qualité de vie des personnes autistes, mais aussi auprès des familles qui parfois se retrouvent bien démunies face au handicap de leur enfant. La prise en charge de ces personnes reste très complexe et impacte toute la famille, aussi bien sur la vie quotidienne que sur la vie professionnelle. C'est pourquoi Sésame Autisme développe plusieurs projets en faveur d'un accompagnement pour une véritable inclusion dans la société. Elle oeuvre à la mise en place d'activités sportives ou de loisirs adaptées aux besoins de chaque enfant. Elle souhaite aussi proposer une « offre répit », c'est-à-dire prendre en charge les enfants pour soulager pendant un temps, les parents qui sont fortement sollicités et doivent faire face à leur propre épuisement physique et psychique.

Par son adhésion à notre réseau, Sésame Autisme offre une complémentarité avec les autres associations Autisme 31 et InPACTS, déjà présentes chez-nous. Elle souhaite par ailleurs bénéficier de l'accompagnement offert par LE&C Grand Sud à ses associations affiliées et propose de partager avec tous les membres du réseau ses compétences en matière d'accueil des enfants autistes.

Kévin EYMER - Directeur Jeunesse LE&C Grand Sud à MONTASTRUC LA CONSEILLERE
Franck LE CLAIRE - Directeur enfance LE&C Grand Sud à TOULOUSE

PASSAGE DE RELAIS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Roger MAZET, enseignant à la retraite et anciennement élu dans une agglomération de la banlieue toulousaine quitte son poste de Trésorier de LE&C Grand Sud qu'il a occupé depuis 2009. Son parcours correspond tout à fait au profil de la plupart des administrateurs de notre association. Le Conseil d'Administration est en effet composé de bénévoles tous issus de l'Éducation nationale, de l'Éducation populaire, ou qui ont occupé des responsabilités d'élus qui les ont conduits à travailler avec LE&C.

Roger MAZET, un engagement qui ne doit rien au hasard !

« L'agrément de la vie, c'est de choisir en ayant l'air d'ignorer le hasard » Marcel Aymé. « Il y a eu trois étapes dans ma vie publique : l'école, la mairie et LE&C. Pourquoi LE&C ? Parce que le hasard m'a conduit à la mairie. Pourquoi la mairie ? Parce que le hasard m'avait conduit à l'école ! Le fil conducteur de ce hasard, plus ou moins conscient, n'était autre que le désir d'animation. Animation à l'école qui fut pour moi un lieu de découverte, d'ouverture et d'épanouissement. Dans mon école on enseignait les matières fondamentales, bien sûr, mais aussi l'informatique à ses débuts, l'anglais, l'allemand, l'italien, au profit des enfants et des adultes. Quand on y dansait la gigue ou qu'une troupe théâtrale se présentait c'était un moment de bonheur.

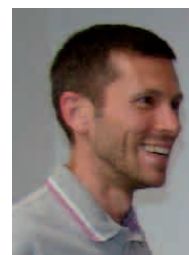
L'animation « style Éducation Populaire » entra elle aussi dans les lieux avec la coopération de tous les enseignants. L'espace communal fut influencé et j'eus l'honneur d'être élu. Je sollicitai une association. Ce fut LE&C. La rencontre avec le battant et sympathique Kamyar MADJFAR fut décisive pour mon entrée au Conseil d'Administration de l'association. Ce parcours vient de se terminer. À LE&C, j'ai rencontré une équipe extraordinaire qui à ses débuts affrontait de rudes épreuves et se battait pour survivre. Il fallait sauvegarder une structure et promouvoir des valeurs indispensables dans ce monde en crise qui a besoin de rigueur et de liberté. Ce fut un grand honneur que d'apporter son concours à un projet généreux et humaniste. »

Un passage de témoin entre deux générations... Philippe GEGOUT se présente :

« J'ai découvert LE&C en 2012 et une équipe qui travaille dans le respect de l'autre et l'amitié. Les valeurs de l'association et son histoire m'ont interpellé parce qu'elles correspondent à mon parcours et à mes convictions.

Animateur puis directeur de séjours, enseignant et directeur d'école, je partage avec LE&C l'envie d'aider chaque enfant à s'épanouir, autour d'adultes à leur écoute. Il est essentiel de penser aux temps de l'enfant, sans dissocier scolaire et périscolaire. D'où le besoin de cohérence et de partenariat entre école et ALAE. Nous portons les mêmes valeurs, les mêmes objectifs. C'est ensemble, en partenariat avec les familles, que nous pourrions aider chacun à grandir et à devenir un citoyen serein, solidaire et heureux. L'Éducation nationale et l'Éducation populaire ont tant de choses à partager, à s'apporter ! La "refondation" initiée par PEILLON doit être celle de l'école dans toutes ses dimensions. L'enfant doit rester réellement au cœur de toutes les dynamiques.

C'est donc tourné vers l'avenir que je conçois mon engagement associatif, heureux d'être au service d'un projet dynamique et ouvert. Je rends hommage au travail réalisé par Roger MAZET, qui a su se rendre disponible pendant tant d'années avec humilité et gentillesse. Il a tracé une voie que je souhaite suivre en apportant ma contribution. »



Enfin, Sylvie AUDOUIN, notre directrice administrative et financière, témoigne.

La gestion d'une fédération qui grandit... une affaire de confiance

« Compte tenu de la dimension de notre association qui regroupe plus de 1300 salariés, contracte avec 200 communes et gère un budget de près de 20 millions d'euros, être Trésorier n'est pas une responsabilité négligeable. Son rôle est ingrat, il lui appartient de signer des quantités de règlements sans avoir sur l'instant la maîtrise de l'incidence des dépenses effectuées. Professionnel de la finance ou pas, le Trésorier ne peut pas avoir à lui seul l'assurance de la pertinence d'une dépense au moment où il est amené à en réaliser le règlement. Pour cette raison, et afin de ne pas créer une situation de blocage, le Trésorier et la Direction Administrative et Financière doivent travailler dans une parfaite relation de confiance. Cette confiance, Roger MAZET me l'a accordée immédiatement et sans la moindre faille durant toutes ces années. Au-delà de ses fonctions, il est un personnage chaleureux et plein d'humour avec qui il est toujours agréable de partager un moment. »

Gérard ARNAUD
Président de LE&C Grand Sud

LE PARCOURS LAÏQUE ET CITOYEN

« UN ITINÉRAIRE À SUIVRE POUR
DEVENIR UN CITOYEN ÉCLAIRÉ »



« Il convient de rappeler que, plus qu'un droit, la laïcité est une exigence, seule capable de servir les valeurs fondatrices de notre République au bénéfice de l'ensemble des citoyens : la liberté de conscience ; l'égalité de droits et de devoirs, la fraternité : le souci constant de l'intérêt général ».

Extrait du texte de référence établi par le Conseil départemental de la Haute-Garonne.

La France, pays des droits de l'homme

Depuis quelques années, le titre de « Pays des droits de l'Homme » porté par la France est rudement mis à l'épreuve dans une société qui produit de l'exclusion, en rupture avec une partie de sa jeunesse. L'accroissement des inégalités, le chômage, le manque de perspectives et les difficultés d'intégration, la discrimination, les diverses tensions nationales comme internationales sont autant de facteurs de perte de repères pour un nombre croissant de jeunes qui se sentent abandonnés dans une société qui les marginalise. Prenant racine en France dans ce terreau, des mouvements extrémistes ont choisi l'arme du terrorisme pour terrifier les populations et miner notre société. Les valeurs républicaines qui l'ont fondée sont aujourd'hui remises en question.

Confrontés à ces violences meurtrières, nous n'avions collectivement d'autre choix que de chercher à identifier les causes profondes du « malaise » qui incitent certains individus à commettre des actes de barbarie, et d'agir, chacun de sa place, pour tenter de restaurer les bases que nous pensions pourtant solides de notre société. Les valeurs prônées par la France ne sont sans doute pas étrangères à cette violence, tant elles contrarient la volonté des extrémistes de dresser les populations les unes contre les autres. Parmi elles, le principe de laïcité est un gage de maintien des valeurs de la République. La laïcité permet en effet d'établir l'unité de cette dernière en la conjuguant avec la diversité du peuple français. La laïcité est un socle commun de cohésion sociale, de liberté des consciences, de l'égalité des droits et des devoirs, de fraternité. Elle vise le souci constant de l'intérêt général. Elle est une garantie essentielle du vivre ensemble et permet aussi de forger son propre sens critique en cultivant son jugement autonome.

Redécouvrir avec les jeunes les principes républicains

L'actualité montre l'urgence et la nécessité de restaurer l'autorité républicaine et de réexpliquer les principes de laïcité, de liberté, d'égalité et de fraternité. Début 2015, l'Éducation nationale s'est mobilisée dans ce but en créant le parcours citoyen autour des valeurs de la République. Le Conseil départemental de la Haute-Garonne a quant à lui initié une dynamique politique, invitant les acteurs locaux et associatifs à se constituer en réseau pour permettre un accompagnement progressif des collégiens à devenir des citoyens autonomes, engagés, actifs et ouverts sur le monde. Au terme d'un appel à projet lancé début 2016 à destination des associations du territoire, c'est un comité de sélection composé de représentants du département et de l'Éducation nationale qui statue sur les propositions de projets qui vont construire ce qui deviendra : **le Parcours Laïque et Citoyen**.

Ces projets, menés dans les collèges en complément des programmes éducatifs, ont pour objectif la promotion des valeurs de la République et du principe de la laïcité ; l'apprentissage de la démocratie et du vivre-ensemble et l'émergence d'une conscience citoyenne. L'ambition est de permettre à chaque collégien de devenir un citoyen engagé.

Notre fédération est parmi les 7 partenaires associatifs sélectionnés, la seule à avoir fait le choix de construire une proposition basée sur un partenariat avec différentes associations reconnues pour leur engagement citoyen, ainsi que sur des intervenants spécialisés. Leurs compétences et le travail que nous menons en commun, nous permettent de proposer des interventions singulières, riches et diversifiées. Les activités proposées aux jeunes collégiens ne sont pas une fin en soi. Chaque intervention n'est qu'un prétexte pour aborder avec les jeunes les valeurs de la République.

Cette organisation nous impose de prêter une attention toute particulière sur les axes suivants :

- **La formation** doit permettre à chacun des intervenants mobilisés de bénéficier d'un référentiel commun de connaissances et de compétences dans la transmission et l'appropriation des valeurs de la République.
- **La coéducation** est une des clés principales de la réussite du projet. Notre méthode garantit une dynamique de coéducation avec les équipes pédagogiques et administratives des établissements.
- **L'évaluation** doit s'exercer de manière continue ce qui garantit son efficacité auprès des intervenants et de la communauté éducative.
- **La coordination du dispositif** pour faire le lien entre les établissements et les intervenants. Le suivi de ce dispositif est assurée par Cédric BABOU, coordonnateur, et par un « jeune » service civique très engagé, Quentin BEHIER.

LE PLC en Chiffres

En 2016 :

- > **116 collèges** de la Haute-Garonne concernés.
- > **30 000 élèves** répartis dans 1100 classes (4ème et 3ème).
- > **140 projets** portés par des intervenants associatifs.
- > **Un budget de 600 000 €** pour le Conseil départemental 31.

À terme :

- > **60 000 élèves** concernés (de la 6ème à la 3ème).

Nous avons recueilli le témoignage d'Alistair CLARET intervenant de l'association MAGIC FOCUS.

L'intervention de Magic Focus porte sur le pouvoir de l'image, en quoi ce thème peut-il répondre au phénomène de radicalisation ?

aujourd'hui, les images tiennent une place centrale dans les réseaux sociaux, on voit de plus en plus d'images "choc" circulant et portant parfois des messages de haine. Au milieu de toutes ces informations, il est très difficile de discerner le vrai du faux, surtout depuis que le trucage photo et vidéo est devenu accessible pour tous. Sensibiliser les jeunes sur l'influence des images et la facilité de trucage est primordiale pour leur faire avoir un regard critique sur ce qu'ils voient sur leurs réseaux quotidiens.

Dans ce monde où tout va très vite, il n'est pas toujours facile de capter l'attention d'un public habitué à zapper en permanence, quels ont été les « leviers » utilisés pour capter l'attention des jeunes collégiens ? *je me suis beaucoup inspiré des personnalités que les jeunes suivent sur Youtube, des youtubers qui font des vidéos de "vulgarisation scientifique". Il s'agissait d'utiliser les images comme support à ce que je dis, pour apporter une valeur sensible à mes propos (montrer les visages des gens dont je parlais, des images-exemples...), être extrêmement dynamique, faire réagir les jeunes en les faisant répondre à des questions (du genre "qui utilise Facebook?"). Cette méthodologie est très efficace, et m'a permis de m'éclater tout en intéressant les jeunes.*

Le public « jeunes » s'approprie de plus en plus les technologies numériques. Cette intervention a-t-elle permis de mettre en évidence une méconnaissance des risques liés à cet usage ? *je ne dirais pas une méconnaissance, car aujourd'hui, les jeunes sont en général très avertis sur la plupart des dangers du Net et des réseaux sociaux. Je fais juste le point sur certains éléments peu connus ou récents. Ce que j'essaie de leur apporter ce sont des moyens d'agir pour empêcher la prolifération d'images néfastes, des outils de vérification des images.*

Plus qu'un projet, une évidence

Par le parcours citoyen, le Ministère de l'Éducation nationale, souhaite permettre à tous les élèves de se construire une culture morale et civique. Par l'éducation aux médias, ils doivent apprendre à décrypter l'information, à aiguïser leur esprit critique, à se forger une opinion. Ils sont encouragés à s'engager dans la vie de l'établissement et de son environnement. Des ateliers débats et philosophiques doivent leur permettre de prendre la parole, d'exprimer leurs idées, d'être à l'écoute de la parole de l'autre.

Le Parcours Laïque et Citoyen initié par le Conseil départemental 31 met l'accent sur la laïcité comme « garantie d'une impartialité vis-à-vis des croyances, le choix de croire ou ne pas croire » - Extrait du texte de référence du Conseil départemental 31 — Pour que vive la République laïque en Haute-Garonne.

Loisirs Éducation & Citoyenneté Grand Sud, engagé depuis mai 2016 dans un projet pluriannuel de sensibilisation et de formation de l'ensemble de ses acteurs, ne pouvait qu'apporter sa contribution en répondant à l'appel à projet du Conseil départemental.

Liste des partenaires et types d'intervention

■ **Arc en Ciel** favorise, par le biais du théâtre forum, les échanges et l'expression, travaille sur la prise de recul, le sens critique et le respect de l'autre.

■ **Elias Mbengalack** : par un travail en groupe sur la Charte de la laïcité, amène les élèves à se découvrir comme acteurs de leur avenir et de leur environnement. Comprendre la Liberté, l'Égalité, la Fraternité et la Laïcité. Apprendre à décrypter la communication sur le Web et les réseaux sociaux, éveiller le sens critique, et la capacité des élèves à argumenter.

■ **Herjia** permet aux jeunes de découvrir la culture de la caricature, l'humour et la liberté d'expression ; de réaliser une maquette, travailler le sens critique, les notions d'humour et la dérision.

■ **Le MAPCU** intervient autour de l'échange, l'expression, l'écoute de l'autre et de la différence à travers l'écriture RAP, le Beatbox, le graffiti, la danse Hip Hop, de Djing.

■ **Magic Focus** aborde le pouvoir de l'image, et donne les outils pour acquérir un regard critique travailler en groupe, se questionner ensemble sur les valeurs de la République.

■ **Rebonds** permet aux jeunes d'analyser, débattre et faire évoluer les pratiques sportives. Attire leur attention sur le lien entre la pratique sportive et les valeurs de la République.

Enfin, LE&C Grand Sud, s'appuyant sur ses compétences internes propose l'installation d'un studio radio éphémère pour enregistrer la parole des élèves, travailler l'esprit critique, la capacité d'analyse et le respect de l'autre.

Des intervenants photos, s'appuient sur un choix de photos sélectionnées par les jeunes pour discuter et échanger, réaliser un photomontage autour des valeurs de la République.

Nathalie MIRA

Directrice de l'Accueil De Loisirs « Les Mazades » - Toulouse

Chantal GARCIA

Chargée de communication LE&C Grand Sud

Séminaire « Tous laïques et citoyens » - mai 2016
Conférence d'Henri PENA RUIZ



L'ANIMATION DU RÉSEAU AU SERVICE DU PROJET ÉDUCATIF DE TERRITOIRE (PEDT)

Dans un contexte de fort développement des activités et des effectifs de LE&C Grand Sud, l'animation du réseau est en évolution. Elle répond à l'objectif de maintenir et de renforcer davantage encore la cohésion au sein de l'organisation avec plus de place à l'interactivité et aux échanges. De plus, les professionnels des différents secteurs (Petite Enfance, enfance, jeunesse, culture) sont en demande de temps de travail et d'échanges au sein du réseau afin de se nourrir des expériences des collègues.

C'est dans ce cadre qu'un groupe de travail, animé par Séverine SAINT-JEAN - Agent de Développement Territorial, s'est mis en place afin de favoriser les échanges et le travail en commun entre les coordinateurs PEDT. Le groupe est composé de 9 coordinateurs qui interviennent sur les territoires d'Aussillon, d'Ibos, de Brax, de Dremil-Lafage, de Bouloc, de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou, de Saint-Alban, de Montaignut-sur-Save et de Gréasque. Ces temps de rencontre permettent de s'enrichir mutuellement, rechercher collectivement des solutions aux problématiques rencontrées par chacun, proposer des pistes d'action, construire des outils d'évaluation et acquérir la maîtrise du cadre et des textes de référence. Ces séances de travail sont aussi marquées par des expérimentations en animation de réunion qui privilégient des méthodes participatives, en apportant de nouveaux outils.

Le rôle du coordinateur PEDT

Le Projet Éducatif de Territoire vise à définir une politique éducative territoriale globale, cohérente et concertée. En cela, il fait vivre la continuité éducative. L'enjeu essentiel réside dans la mise en oeuvre d'une coopération entre les différents acteurs éducatifs et une meilleure articulation des différents temps et lieux de vie de l'enfant : famille, école et temps libre. Il s'agit donc pour les coordinateurs de développer une méthodologie de projet pour faciliter la concertation locale et une éducation partagée.

Collectivement, les coordinateurs présents à ces temps de travail identifient globalement deux missions :

■ **Mission centrale stratégique à la croisée des chemins** (éducatif, social et politique) : il met en valeur l'existant, les partenariats, l'évolution des pratiques. Il met en réseau dans l'accompagnement du partenariat et dans la mise en place d'espaces communs de travail. Il impulse des projets et doit donc être force de proposition. Il exerce une fonction de veille sur l'évolution du territoire et sur l'émergence de besoins

■ **Mission d'animation, de coordination, d'accompagnement et d'évaluation** : il se positionne comme un technicien de par son expertise et ses connaissances des dispositifs. Il alerte par rapport aux exigences institutionnelles et réalise des propositions de scénarii étayés (politique tarifaire par exemple).

Les enjeux de cet atelier visent donc à asseoir la fonction sur un territoire, à enrichir les pratiques et à valoriser la délégation de la mission. Séverine SAINT-JEAN propose des méthodes d'animation de ces rencontres permettant à chacun d'exprimer sa problématique, de développer la collaboration et l'entraide, de co-construire une démarche de projet en adéquation avec les valeurs de LE&C. Elle permet aussi aux coordinateurs de co-animer ces temps à tour de rôle en fonction des expérimentations qu'ils ont pu mener sur le terrain.

« Le projet éducatif territorial (PEDT), mentionné à l'article L.551-1 du Code de l'éducation, formalise une démarche permettant aux collectivités territoriales volontaires de proposer à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité avant, pendant et après l'école, organisant ainsi, dans le respect des compétences de chacun, la complémentarité des temps éducatifs.

Ce projet relève, à l'initiative de la collectivité territoriale compétente, d'une démarche partenariale avec les services de l'État concernés et l'ensemble des acteurs éducatifs locaux.

À l'occasion de la nouvelle organisation du temps scolaire qui s'est généralisée dans les écoles primaires depuis la rentrée 2014, cette démarche doit favoriser l'élaboration d'une offre nouvelle d'activités périscolaires, voire extrascolaires, ou permettre une meilleure mise en cohérence de l'offre existante, dans l'intérêt de l'enfant. [...] »

Extraits de la circulaire N° 2014-184 du 19.12.2014



Au cours des rencontres réalisées en 2016, ont été abordés l'identification collective du rôle de coordinateur PEDT, les atouts et les problématiques de cette fonction, les instances animées par le coordinateur, l'évaluation des PEDT. Des temps sont consacrés aux actualités du dispositif (financements, mode d'évaluation, demandes et attendus des collectivités, ...). Ces échanges et ces temps de réflexion ont permis aussi l'élaboration de fiches techniques (animation de réunions partenariales, grilles d'évaluation, ...)

Comment évaluer le PEDT ?

C'est une question centrale, car les premières conventions PEDT arrivent à leur terme. Il s'agira donc d'en mesurer les effets, d'apporter les correctifs nécessaires et éventuellement d'élargir les projets à l'ensemble des actions éducatives d'un territoire. Pour ce, un premier temps de travail a permis au groupe de définir l'objet de l'évaluation à savoir :

■ **Les résultats du projet et de l'activité** : quelle adéquation y a-t-il entre les objectifs et les moyens par rapport aux besoins, enjeux ou problèmes à résoudre ? Quels sont les effets positifs et négatifs, attendus et inattendus...

■ **Le dispositif PEDT** : son fonctionnement, sa méthode, ses apports en matière de gouvernance, sa fonction ressource ou de veille sur un territoire.

■ **Le processus** : c'est le cheminement du projet, à partir d'un point de départ, on va évaluer les évolutions, les progrès réalisés, la dynamique engagée au bénéfice des publics enfance et jeunesse, capitaliser les enseignements tirés, les façons d'améliorer le travail, et les moyens d'aller de l'avant. Il s'agit aussi d'évaluer la préparation aux différentes étapes et le processus d'animation de ces étapes.

À partir de cette première identification, le travail s'est ensuite orienté sur une mise en situation de recherche autour de l'évaluation de la cohérence éducative, objectif qu'on pourrait questionner de la manière suivante : comment sait-on que l'on travaille tous dans le même sens ?

Une démarche pertinente

Les coordinateurs PEDT font des retours positifs sur ce nouveau groupe de travail. Ils soulignent l'intérêt de se retrouver en petit groupe pour échanger sur leurs rôles et missions. C'est un espace qui leur permet d'exprimer leurs problématiques. Les attentes sur ces missions sont exigeantes, cet atelier leur permet de tirer des enseignements de la pratique des uns et des autres, d'alimenter la réflexion pour agir, se donner des idées d'apprendre des réussites, des échecs et des erreurs des uns et des autres.

Pour le réseau, cette démarche est pertinente car elle permet de mutualiser et d'harmoniser les outils, les pratiques et les méthodes des coordinateurs et donc d'améliorer la qualité du service rendu dans les différentes communes.

Exemple de coordination PEDT : la mission sur la C3G

Pierre MOUNIE assure la coordination du PEDT au sein de la Communauté de Communes des Côteaux du Girou (C3G). Il témoigne du travail partenarial réalisé :

« La rencontre régulière des participants aux ateliers et groupes de travail du PEDT fonctionne comme une pépinière d'initiatives. Les orientations définies l'année dernière continuent de donner lieu à des réalisations concrètes. Les acteurs éducatifs du territoire additionnent leurs compétences au service des enfants, des jeunes et des familles du territoire. Leur mise en réseau amène des initiatives pour le moins innovantes. »

En 2016, deux actions ont été conduites dans ce cadre : formation "baby sitter" pour les 16/19 ans et une collecte de vêtements abandonnés dans les écoles et les accueils de loisirs au bénéfice d'associations solidaires, choisies pour le caractère laïc et indépendant de leurs actions.

Yannick OLLIVIER

Coordinateur enfance jeunesse LE&C Grand Sud
à AUSSILLON



Un réseau en marche



La réunion des directeurs, rassemblés les 24 & 25 novembre derniers à l'espace René CASSIN de Saint-Jean, a reposé la question qui anime notre réseau : comment construire ensemble un positionnement collectif ?

Dans la continuité du projet pluriannuel « Tous laïques, tous citoyens ! », la nouvelle forme de nos réunions est donc établie : réserver un temps d'écoute de spécialistes et intervenants adaptés, restituer les travaux jusque-là menés, puis fonder de nouveaux groupes de travail, sous forme d'ateliers de concertation. Nous devons sans nul doute continuer de multiplier ces actions pour garantir la liberté d'accès aux loisirs, l'égalité des chances et de traitement pour tous, tout au long de la vie.

Le théâtre forum et les ateliers « Spécial directeurs »

Orchestrées par Marlène EMILY de l'association **Arcen ciel**, les mises en scènes présentées ont illustré certaines problématiques connues dans les temps d'accueil : régimes personnalisés, rencontres parentales conflictuelles, discriminations... autant de situations sensibles comme pistes de réflexion pour nos équipes d'animation cherchant de meilleures postures à adopter. Le forum a produit des débats animés, traitant ces sujets de multiples abords, jusqu'à somme toute l'assemblage de réponses. Le petit plus : les scénettes ont bien évidemment révélé de surprenants talents sous les projecteurs !

Le lendemain, la restitution des travaux portant sur la transmission des valeurs de liberté, d'égalité de fraternité et de laïcité, a permis d'apprécier la synthèse des échanges et des apports du séminaire précédent. La réunion s'est poursuivie par de nouveaux ateliers, ayant pour thèmes **la citoyenneté et la place des usagers dans nos projets ; le développement durable ; l'ouverture et place de la structure sur les territoires ; la coéducation (continuité, cohérence et évaluation) et l'accueil des usagers, des familles et des salariés**. Les professionnels ont partagé, interrogé leurs pratiques et préparé les bases d'une « Charte d'accueil de qualité » qui sera commune à l'ensemble du réseau et finalisée au terme des trois séminaires programmés, d'ici juin 2017.

Une dynamique impulsée dans tous les secteurs

Depuis la réunion de mai 2016, les structures n'ont pas attendu pour traduire nos principes en actions. « **Notre mission consiste à prévenir toute forme d'inégalité, et donc en premier lieu, à reprogrammer les temps d'accueil pour enrayer les déterminismes sociaux** » confie Julie MARTY-PICHON, chargée de mission Petite-Enfance.

Des ateliers parents-enfants sur le vivre-ensemble et la diversité sont proposés : « **nous avons un véritable engagement de la part des parents pour ces ateliers, qui sont des moments de partage interculturel avec leurs enfants mais aussi avec les autres familles** » révèle Carole ARTEIL, coordinatrice Enfance et Jeunesse sur Brax.

À Mons, le projet « **Petits Citoyens** » vise l'édition du livre des enfants : « **À la conquête de nos droits !** » leur donnant l'occasion d'exposer leurs propres ressentis sur chacun des articles de la convention internationale des Droits de l'enfant. L'objectif étant, pour Audrey BAR, directrice ALAE et NAP « **de les accompagner dans la compréhension et l'autogestion de leur liberté de penser, de s'exprimer et d'agir, au sein de leur environnement** ».

Ailleurs encore, petits reporters et journaux de la Citoyenneté, élections de délégués d'ALAE, Conseils Municipaux d'Enfants, montages vidéo sur le thème de la laïcité, ateliers philo ou clubs radio... sont organisés dans le réseau. Les écoles de musique ne sont pas en reste : le concert pluridisciplinaire de fin d'année de Fenouillet, dirigé par Muriel Millet, se monte aussi sur le thème de la laïcité et du triptyque républicain.

Poursuivre le travail du réseau sur les piliers fondateurs de notre République, c'est continuer de former et nourrir nos équipes par des valeurs républicaines actualisées mais aussi prôner la lutte contre toute forme de discrimination dans nos structures. Adopter la bonne posture tout en véhiculant les valeurs du triptyque républicain est primordial car c'est déjà éveiller et animer la conscience des citoyens de demain.

Des outils et des actions de formation

Des malles LCD contenant des supports ludiques, tant de sensibilisation que de prévention. Ces malles sont disponibles au prêt, sur réservation.

La formation continue programme « Les enjeux éducatifs de la laïcité » (par Jean-Baptiste BUDJEA) ou encore « Connaissance et communication interculturelles » et « Comprendre le phénomène de la radicalisation » (par Elias MBENGALACK).

L'espace ressource, constitué d'outils pédagogiques est accessible pour l'ensemble des professionnels du réseau sur notre site Internet : www.lecgs.org



Prochain séminaire

Débutant avec une conférence de Marie-Carmen GARCIA-VILLORI « **La laïcité, levier d'émancipation de la femme** », la prochaine réunion des directeurs se déroulera les 1 & 2 février 2017.

Florian MAUME

Assistant de Communication LE&C Grand Sud

Quand l'accueil de la petite enfance devient un marché

LE&C Grand Sud, partenaire privilégié des collectivités locales et territoriales pour la gestion d'Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) : multi-accueil et micro-crèches, conventionne avec les collectivités par voie de délégation de service public ou de marchés à procédure adaptée. Nous nous retrouvons alors souvent en « concurrence » avec des entreprises de crèches non inscrites dans le secteur de l'économie sociale et solidaire et aux pratiques financières contraires aux nôtres, induisant une concurrence déloyale.

Mais qu'est-ce qu'une entreprise de crèche ?

Une entreprise de crèches est une forme juridique de gestionnaire d'EAJE. Sa forme peut prendre celle de tous types d'entreprises : SA, SARL etc. Elle est soumise à la fiscalité des entreprises. Il ne faut pas la confondre avec une « crèche d'entreprise » qui, bien que située dans les locaux d'une entreprise, est organisée principalement au bénéfice de ses salariés. La gestion de la crèche d'entreprise peut être alors confiée à une association comme à une entreprise.

Quelles sont les particularités de l'entreprise de crèche ?

➤ Cette forme juridique bénéficie des **avantages fiscaux** dédiés aux entreprises (ex : le crédit d'impôt).

➤ Un de ses objectifs, comme toute entreprise, est de dégager un bénéfice, du profit. En 2014, **La Maison bleue se classait 38ème sur les 150 entreprises les plus rentables** de France. (l'express l'entreprise, sept. 2014).

➤ Il n'existe à ce jour **aucune convention collective** pour les salariés rattachés à cette branche. Ceux-ci ne bénéficient donc d'aucune protection.

➤ **Les entreprises de crèches se rachètent les unes les autres.** Pour exemple : entre 2010 et 2012, le groupe Babilou, grâce au fonds d'investissement Alpha, a racheté 5 de ses concurrents pour un montant de 50 millions d'euros. (le nouvel économiste, 6/09/12).

Comment se fait-il que l'accueil de la petite enfance soit devenu un « marché » ?

Dès 2006, la directive européenne Bolkestein dite « directive services » a permis d'intégrer les services d'accueil de la petite enfance dans le marché de la libre concurrence. La directive a été transposée en 2011 dans le droit français. En ce qui concerne la petite enfance, il a été considéré que la procédure d'agrément PMI garantissait le fait que tous les EAJE étaient soumis aux mêmes règles de sécurité, d'accessibilité, d'hygiène, de condition de fonctionnement et d'encadrement. L'inclusion des ces services dans la directive ne remet donc pas en cause leur régime juridique dans leurs caractéristiques essentielles.

Une question de fond se pose alors : est-ce que les services d'accueil de la petite enfance ont leur place dans le secteur marchand lucratif ? **Assurément non !**

Face au manque de places d'accueil pour les jeunes enfants, les gouvernements successifs, depuis 10 ans, ont diversifié les types d'accueil possibles. Ils ont assoupli la réglementation au niveau des qualifications d'encadrement, ouvert à la concurrence et au secteur marchand lucratif la gestion des EAJE. Il est d'ailleurs regrettable que l'État à travers la CNAF ait favorisé depuis 2003 la distribution de fonds publics à ces acteurs privés lucratifs. L'ensemble de ces mesures et la baisse constante des dotations de l'État envers les collectivités locales viennent renforcer la présence des entreprises de crèches comme gestionnaire d'EAJE et tuer à petit feu les gestions associatives pourtant à la genèse de l'ouverture massive des premières crèches à gestion parentale notamment. D'autant que, ce qu'ignorent souvent les collectivités, c'est que lorsque qu'une entreprise fait un excédent, cela vient diminuer les droits de la collectivité au Contrat Enfance Jeunesse.

Prêtes à tout ! Les entreprises de crèches sont très présentes dans les grandes agglomérations où la demande d'accueil des jeunes enfants et le nombre de structures à gérer sont importants. Mais pour gagner encore plus de parts de marché dans des territoires où le monde associatif gère en majorité les EAJE, certaines entreprises n'hésitent pas à créer des associations « écrans » afin de se parer d'une image positive auprès des élus locaux. L'association « écran » ne se trouve donc pas en difficulté financière puisqu'alimentée financièrement par l'entreprise de crèche.

L'accueil des jeunes enfants est une mission de service public. S'inscrire dans l'économie sociale et solidaire, c'est garantir des écarts de salaires raisonnables, une transparence dans la gestion, une lucrativité limitée, une gestion démocratique et participative, une utilité collective et sociale du projet. LE&C Grand Sud porte un projet socio-éducatif fort, fil conducteur de nos actions et méthodes. Nous ne faisons pas de profit sur les politiques socio-éducatives, nous réinvestissons par contre le résultat au bénéfice de l'activité. Nous n'avons pas de fonds d'investissements à gratifier !

Julie MARTY PICHON

Chargée de mission petite enfance LE&C Grand Sud



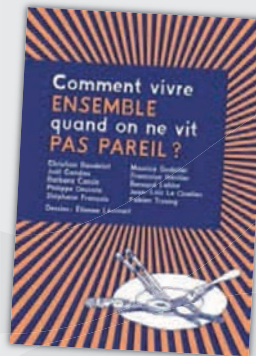
À LIRE

Pour Les éducateurs (parents, enseignants, animateurs...)



En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite - Vincent Edin - Éditions de l'Atelier - 2017

Ce livre démasque les différentes déclinaisons de l'idéologie d'extrême droite, définit ses contours pour révéler ses mensonges, les contrecarrer, et la combattre. Soixante-dix-huit idées fausses trouvent leur contrepoint dans ce livre pour une réponse documentée et accessible à un large public.



Comment vivre ENSEMBLE quand on ne vit PAS PAREIL ? - Éditions la ville brûle - 2016

Cet ouvrage est issu d'un projet mené dans un lycée de Seine-Saint-Denis. Des anthropologues, des sociologues et des adolescents ont échangé sur les thèmes de la différence et de l'identité afin de promouvoir l'acceptation de l'autre et l'ouverture culturelle.



Les lois naturelles de l'enfant - Céline ALVAREZ - Édition les Arènes

L'enfant naît câblé pour apprendre et pour aimer. Chaque jour, les neurosciences nous révèlent son incroyable potentiel. Pourtant, par manque d'information, nous lui imposons un système éducatif inadapté qui freine son apprentissage et n'encourage pas sa bienveillance innée. Plus de 40 % de nos enfants sortent du primaire avec des lacunes qui les empêcheront de poursuivre une scolarité normale.

Céline Alvarez a mené une expérience dans une maternelle en zone d'éducation prioritaire et « plan violence », à Gennevilliers. Elle a respecté les « lois naturelles de l'enfant » et les résultats ont été exceptionnels. A la fin de la deuxième année, tous les enfants de grande section et 90 % de moyenne section étaient lecteurs et affichaient d'excellentes compétences en arithmétique. Ils avaient par ailleurs développé de grandes qualités morales et sociales.

Pour Les 3 – 8 ans

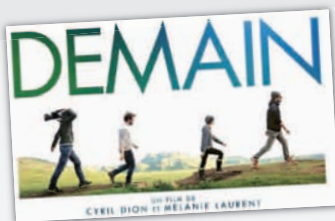


Petit bout bourlingue - Livre et DVD - Conte musical pour les enfants co-écrit et co-composé par Alexandre Sauvion et Emilie Pouyer - Autoproduction - <http://www.petitboutbourlingue.com/>

Boubou est un petit garçon vif et curieux. Il vit paisiblement entouré de sa famille et des animaux qui bordent son village. Mais un jour de grand malheur, le méchant sorcier vautour, jaloux de la joie qui règne en ces lieux, jette un sort. Les conséquences sont dramatiques : les fleurs et les plantes ne poussent plus et les animaux sont désespérés. Pour rompre cette malédiction, notre héros devra parcourir le monde entier, récolter les musiques des pays qu'il découvrira, les ramener dans son village et ainsi tenter de rétablir la joie.

À VOIR

Pour Les éducateurs (parents, enseignants, animateurs...)



DEMAIN - Film de Cyril DION et Mélanie LAURENT - La preuve en images qu'un autre monde est possible.

Alors que l'humanité est menacée par l'effondrement des écosystèmes, Cyril, Mélanie, Alexandre, Laurent, Raphaël et Antoine, tous trentenaires, partent explorer le monde en quête de solutions capables de sauver leurs enfants et, à travers eux, la nouvelle génération. À partir des expériences les plus abouties dans tous les domaines (agriculture, énergie, habitat, économie, éducation, démocratie...), ils vont tenter de reconstituer le puzzle qui permettra de construire une autre histoire de l'avenir.



Directeur de publication :
Gérard ARNAUD

Rédactrice en chef :
Chantal GARCIA

Equipe de rédaction :
Jean Marc APIOU
Gérard ARNAUD
Kévin EYMER
Chantal GARCIA
Valérie GUITARD
Franck LE CLAIRE
Florian MAUME
Nathalie MIRA
Julie MARTY PICHON
Yannick OLLIVIER

DECEMBRE 2016 - N°18

7 rue Paul Mesplé - 31100 TOULOUSE

Téléphone : 05 62 87 43 43 - Télécopie : 05 62 87 43 44

www.lecgs.org - contact@loisireduc.org

Journal semestriel édité par DESIGNEA

